

ÉDITO

Deux poids, une mesure

Publié dans *l'Orient le Jour* le 24 octobre 2023

Par **Anthony Samrani**



Anthony Samrani travaille à L'Orient-le Jour depuis 10 ans et il est rédacteur en chef de l'Orient-le Jour depuis 2022.

Pendant plus d'une décennie, le régime syrien a bombardé des hôpitaux, des écoles, des marchés, a réduit des villes en cendres, a utilisé des armes chimiques contre sa propre population, sans que cela ne provoque de grandes manifestations, ni même un sentiment d'indignation collective au sein du monde arabe. Pendant des années, le régime syrien a assiégé et pilonné le camp palestinien de Yarmouk, le vidant de ses 150 000 habitants, sans que cela ne provoque (non plus) de grandes manifestations, ni même un sentiment d'indignation collective au sein du monde arabe.

Nous avons mille fois raison de reprocher aux Occidentaux d'apporter un soutien inconditionnel à Israël. Cela les conduit à trahir les valeurs dont ils ne cessent pourtant de se réclamer. Mais nous devons commencer par balayer devant notre porte : nous sommes les champions du monde du deux poids deux mesures. Nous crions à raison aux massacres quand Israël bombarde des infrastructures civiles à Gaza, mais nous fermons trop souvent les yeux sur toutes les autres atrocités commises dans la région. Quelle légitimité avons-nous à critiquer Israël quand nous restons silencieux face à l'intervention saoudienne au Yémen, face aux exactions commises par les houthis, face aux offensives sanglantes du maréchal Haftar en Libye, face au nettoyage ethnique des Kurdes par l'armée turque et ses supplétifs syriens, face aux « agissements » des milices irakiennes et libanaises ? Les Yéménites, les Syriens, les Libyens, les Irakiens, les Kurdes et bien d'autres encore, ne méritent-ils pas eux-aussi notre indignation et notre mobilisation ?

Nous donnons parfois le sentiment que tous nos morts ne se valent pas. Que lorsqu'un Israélien tue un Arabe, c'est un crime abject, mais que lorsqu'un Arabe tue un autre Arabe, cela relève de la guerre, ou pire, de la géopolitique.

Nous sommes au mieux borgnes, au pire hypocrites. Nous aimons la Palestine plus que nous n'aimons les Palestiniens, en témoigne la façon dont nous les traitons au Liban, en Syrie ou en Jordanie. Et nous sommes beaucoup plus obsédés par Israël, par le soutien sans limite que lui accordent les Occidentaux, par ce que sa supériorité militaire dit de notre décadence, que par le sort des Palestiniens que nous n'avons cessé d'instrumentaliser pendant des décennies.

Mais une fois que nous avons dit tout cela, une fois que nous avons avoué tous nos péchés, pouvons-nous être pris au sérieux de l'autre côté de la Méditerranée lorsque nous dénonçons le deux poids deux mesures des Occidentaux ? Peuvent-ils reconnaître que notre cécité ne rend pas leur aveuglement plus légitime ?

Les Occidentaux n'ont pas le monopole du double standard. Mais ils ont une responsabilité incomparable à tous les autres acteurs en la matière. Ce ne sont pas les Arabes qui ont construit le système international contemporain. Et ce ne sont pas non plus les Arabes qui se veulent les hérauts de la défense des droits de l'homme et des valeurs universelles. Les Occidentaux sont les gardiens du temple. Quand ils le renient, ils fragilisent toutes ses fondations. Ils légitiment l'usage déréglé de la force et donnent du grain à moudre à tous ceux qui considèrent que le règne du plus fort est la seule règle valable.

Israël n'est pas le seul pays à commettre des crimes de guerre dans la région. Mais il est le seul à le faire avec le feu vert explicite des puissances occidentales. Il peut emprisonner, tuer, coloniser, bombarder en toute impunité, sous le seul prétexte qu'il a « le droit de se défendre ». Non seulement ce droit lui est accordé sans aucune limite mais il est nié aux Palestiniens à qui l'on a pourtant absolument tout pris depuis des décennies. Devons-nous attendre d'eux qu'ils disparaissent en silence pour soulager la conscience occidentale d'une histoire qui n'est pas la nôtre ? Faut-il en arriver là pour que les Occidentaux voient enfin Israël tel qu'il est et non tel qu'ils voudraient qu'il soit ?

Nous comprenons que les Occidentaux se tiennent aux côtés de leur allié israélien après le pire crime commis contre des juifs depuis la Shoah. Nous comprenons qu'ils n'aient pas de mots assez durs pour qualifier les atrocités commises par le Hamas contre des civils. Mais cela ne doit pas donner le droit à Israël de couper l'eau et l'électricité à une enclave où survivent deux millions de personnes ; ni de bombarder des hôpitaux et des églises, ni d'assouvir son fantasme d'effacer toute présence palestinienne de la Méditerranée à la Jordanie. Les règles du droit international valent pour tout le monde, y compris pour Israël. Les Occidentaux seraient bien inspirés de le lui rappeler de façon beaucoup plus ferme s'ils veulent garder un semblant de crédibilité dans la région.

Ils seraient tout aussi inspirés de réclamer un cessez-le feu immédiat et de mettre tout leur poids dans la balance pour relancer des négociations politiques, sans quoi cette spirale de violence ne s'arrêtera jamais.

À entendre toutes leurs déclarations depuis deux semaines, il faut croire que les Occidentaux ont oublié l'essentiel et qu'il est nécessaire de le leur rappeler. Leur rappeler que les Palestiniens ont accepté qu'un autre peuple occupe leur terre, après les en avoir chassés, et se la soient appropriée. Leur rappeler que ces mêmes Palestiniens ont fait 90 % du chemin en reconnaissant l'existence d'Israël dans ses frontières de 1967, sans même demander des réparations pour le traumatisme qu'ils ont vécu en 1948. Mais qu'Israël n'a jamais fait en retour les 10 % restants. Qu'il a au contraire accéléré la poursuite de la colonisation afin de rendre illusoire toute solution à deux États. Leur rappeler, enfin, qu'ils ont une part importante de responsabilité dans toute cette histoire depuis le premier jour. Et qu'il serait criminel de s'en laver les mains au moment où nous avons le plus besoin d'eux ●

REGARD D'EXPERT

Tout craque, tout passe

Par Philippe Reclus



Philippe Reclus, associé senior chez ESL, a été directeur adjoint de la rédaction du Figaro. Il a créé et dirigé la fondation Croissance Responsable, émanation de Croissance Plus, abritée par l'Institut de France. Il anime un séminaire à l'École Polytechnique consacré à « L'entreprise et ses stakeholders ».

« Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles. » Il est tentant de paraphraser Paul Valéry quand on observe aujourd'hui l'évolution des grandes institutions et des modèles géopolitiques et économiques bâtis à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Qu'il s'agisse des organisations internationales (ONU, G20...), des théories économiques (mondialisation, chaîne de valeur, monnaies), des systèmes de santé et de protection sociale, des organisations de transport, de la production d'énergie ou encore des architectures urbanistiques, le ressenti semble conduire à penser que tout craque, partout et en même temps.

En France comme ailleurs. D'un système de santé en équilibre très instable à EDF au bord du gouffre, d'un modèle de retraite dont on ne voit pas le bout de la réforme à des infrastructures de transport déliquiscentes, il n'est pas jusqu'au grand rêve du bureau triomphant porté par la Défense, déstabilisé par le télétravail, qui ne participe à cette petite musique de fond : les grands piliers bâtis il y a cinquante ans sont à bout de souffle. La trilogie Covid, réchauffement climatique et guerre sert de révélateur à un mouvement de fond à l'œuvre depuis plus longtemps : au fil des décennies, les grandes organisations paraissent devenues inadaptées pour affronter les défis, crises de leadership, crises technologiques, climatiques, sociales. Les concepts perçus hier comme incontournables paraissent aujourd'hui dépassés.

La mondialisation heureuse ? Celle qui a apporté croissance, innovation, sortie de la pauvreté et réduction des inégalités est devenue un slogan suranné. Cette mondialisation rêvée avait déjà connu un sérieux coup de fatigue avec la crise financière de 2007-2008. Depuis cette date, les échanges mondiaux de marchandises progressent moins vite que la production, alors qu'ils augmentaient deux fois plus vite au cours des décennies

précédentes. Le monde était devenu un village pour les entreprises capables de profiter de la globalisation de la valeur, en tirant parti des différences de coûts entre le pays où leur siège était installé et les pays producteurs des composants intermédiaires. A l'image d'Apple, elles n'avaient conservé sur le sol national que les tâches les plus créatrices de valeur – la R&D, le marketing, le design – et délocalisé la fabrication.

Va donc pour le nouveau concept à la mode, celui de démondialisation. Les entreprises cherchent à se rapprocher de leurs marchés ; les chaînes d'approvisionnement à se réorganiser ; les gouvernements à refermer leurs frontières et relocaliser les productions jugées vitales. Le monde a rétréci.

La paix ? L'Europe, représentative d'un certain modèle de démocratie, paraît aujourd'hui dépassée et impuissante face à l'affrontement des grands blocs et la réémergence des empires. « La fin de l'histoire », cette punchline de Francis Fukuyama après la chute du mur de Berlin, puis l'effondrement de l'Union soviétique et l'intégration de la Chine dans le commerce mondial, a fait long feu.

Le Vieux Monde et la civilisation qu'il porte voit son hégémonie contestée par l'émergence de ce « Sud global », autre nouveau concept sur l'échiquier. L'ordre international bâti en 1945 a vécu. La carte de la puissance est éclatée. De la Chine au Brésil, de l'Inde aux Etats du Golfe, la dissémination des instruments de la puissance remet en cause la prépondérance occidentale. La guerre en Ukraine et le nouvel embrasement du Proche Orient n'ont fait que révéler une réalité sous-jacente à l'œuvre depuis de longues années. L'Occident doit partager la richesse, le pouvoir militaire, le récit sur l'histoire, la capacité à édicter la « norme », la gouvernance, les droits de l'homme, l'environnement.

Une nouvelle panoplie de codes et concepts s'impose. Et d'abord, la guerre qui conduit à un réarmement général, mais aussi la nouvelle géographie des chaînes de valeur. Il n'est qu'à regarder la transition vers la mobilité électrique dans l'automobile. A ce jour, aucun constructeur européen n'est en mesure de fabriquer une voiture sans recourir à un fournisseur asiatique, le plus souvent chinois. La Chine contrôle largement les matières

premières et le traitement industriel nécessaires à la fabrication de la « wature », plaçant le reste du monde dans une dangereuse dépendance.

Après la globalisation voici venu le temps de la fragmentation du monde, avec ses risques et ses opportunités. Opportunité car elle oblige les entreprises à diversifier leurs sources d'approvisionnement et développer les échanges avec d'autres pays que les partenaires habituels. Cela suppose de négocier de nouveaux contrats, de bâtir de nouvelles usines, de trouver de nouveaux partenaires. Les Etats-Unis ont déjà réduit sensiblement leurs achats à la Chine, mais ils les ont beaucoup augmentés à Taïwan, au Vietnam et au Mexique. L'Europe en principe ne s'approvisionne plus en pétrole russe, mais elle a accru massivement sa consommation de gazole en provenance d'Inde... laquelle importe beaucoup plus de pétrole russe qu'avant.



Dans les grands pays avancés, les gouvernants sont contraints d'inventer pour favoriser les relocalisations. Les constructeurs automobiles européens ont réduit de 25% l'achat de composants produits sur un autre continent. Pour garder leurs stocks de produits médicaux, plus de la moitié des pays ont imposé des restrictions aux exportations.

Tous ces facteurs de morcellement recomposent l'économie mondiale en blocs géopolitiques, en normes commerciales et technologiques concurrentes, en systèmes de paiement et monnaies de réserve différents. A la mondialisation succède l'obsession de l'indépendance. La guerre met en exergue deux priorités : l'alimentation et l'énergie. La Russie et l'Ukraine totalisent le tiers des exportations mondiales de blé. Cela oblige tous les pays à réfléchir à leur autonomie alimentaire. La guerre en Ukraine va pousser les pays consommateurs d'énergie à explorer des alternatives pour devenir moins dépendants. Il y a cinquante ans, avec le premier choc pétrolier, cela avait donné le top départ de la technologie nucléaire. Aujourd'hui, c'est le tour des énergies renouvelables.

Une nouvelle architecture du monde est en train d'émerger, obligeant les anciennes institutions à se transformer ou mourir. Ces nouveaux modèles, pour adaptés qu'ils seront à l'air du temps, seront à leur tour menacés s'ils ne sont pas régulièrement revisités. C'est peut-être la seule certitude qu'on tient ●



REGARD D'EXPERT

La santé dans le Golfe, un marché colossal encore trop peu exploité par nos entreprises

Par **Benoit Tamalet**



Benoit Tamalet est un expert en relations internationales avec plus de 20 ans d'expérience dans la région du Moyen-Orient. Après avoir commencé sa carrière en tant qu'attaché économique à l'Ambassade de France à Riyadh en 2003, il a ensuite été chargé du suivi des transferts de technologies sensibles à l'AIEA pour la région Moyen-Orient au sein des safeguards. En 2007, il a rejoint le gouvernement saoudien, où il a géré les transferts de technologies et les investissements entre le Royaume et l'Europe au sein de l'Ambassade d'Arabie saoudite à Paris. En 2011, il a été nommé conseiller régional santé pour le Moyen Orient à l'Ambassade de France à Riyadh. En 2016, il a créé GHA International, une société de conseil en market access. Il rejoint ESL & Network en 2022.

en moyenne de 75 ans, ce qui est supérieur à la moyenne mondiale. L'Arabie saoudite est le pays du Golfe le plus peuplé, avec une population de 35 millions d'habitants. Le pays a lancé en 2016 la Vision 2030, qui vise à diversifier l'économie et à réduire la dépendance au pétrole. Dans le cadre de cette vision, le secteur de la santé est l'un des principaux secteurs prioritaires, avec un plan de modernisation de son système de santé, qui prévoit d'investir 200 milliards de dollars d'ici 2030.

Ce plan vise à améliorer l'accès aux soins, à renforcer leur qualité des soins et à réduire les coûts.

Plus concrètement pour nos entreprises, il convient désormais de prendre en considération les priorités du pays :

- La production locale, qui ouvre la voie à un meilleur positionnement dans les appels d'offre locaux;
- Le transfert de savoir ou le partage de propriété intellectuelle en commun;
- La création d'emploi pour les nationaux.

Ces trois facteurs seuls peuvent désormais presque garantir une entrée forte sur le marché, ou un renforcement du positionnement pour nos entreprises. Les suivre de façon adéquate permettra également d'attirer favorablement l'attention des autorités locales si une bonne stratégie est adoptée.

Les cinq autres pays du Golfe ont également lancé des plans de développement du secteur de la santé, avec les mêmes objectifs. Les stratégies marché y divergent peu ou prou.

Gardons à l'esprit que la France est reconnue dans le Golfe comme un acteur majeur du secteur de la santé mondiale.

Un marché de nouveau en pleine expansion

Le secteur de la santé dans le Golfe est en pleine croissance, porté à la fois par l'augmentation de la population, son vieillissement et l'adoption de nouveaux modes de consommation. Cette croissance offre des opportunités importantes pour les entreprises françaises, qui disposent d'un savoir-faire et d'une expertise reconnus dans le monde entier. Pour autant, les modalités d'accès aux marchés ont grandement changé ces dernières années et posent souvent des obstacles à l'approche marché.

Rappelons tout d'abord que les six pays du Golfe (Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Qatar, Bahreïn, Oman et Koweït) consacrent en moyenne 7% de leur PIB à la santé. La taille de la population de ces pays est estimée à 50 millions d'habitants, dont environ 25% sont des enfants de moins de 15 ans. L'espérance de vie est

Notre pays dispose d'un savoir-faire et d'une expertise reconnus dans les domaines de la recherche et développement, des technologies médicales, des biotechs, et les derniers développements en IA sont suivis de près par les autorités locales.

Quelques opportunités spécifiques :

Les opportunités spécifiques pour les entreprises françaises dans le secteur de la santé dans le Golfe comprennent notamment :

- La fourniture de technologies médicales, notamment dans les domaines de l'imagerie, de la chirurgie et des soins intensifs.
- La participation à des projets de construction des nouvelles villes et de rénovation d'hôpitaux et de cliniques.
- Le transfert dans les biopark et les science park de savoir-faire medtech et biotech, en échange d'investissement au capital des start up.
- Le déploiement de filiales locales pour l'industrie pharmaceutique

Recommandations :

Les entreprises françaises qui souhaitent saisir les opportunités du marché de la santé dans le Golfe doivent avant tout se familiariser avec les spécificités de ce marché, notamment les réglementations et les normes, mais aussi la culture. Il faut aussi construire des relations avec les acteurs locaux, notamment les autorités sanitaires, les hôpitaux et s'appuyer sur les réseaux d'affaires.

Et surtout, il faut apprendre à accepter les normes locales sans chercher à imposer les nôtres ●



REGARD D'EXPERTE

La politique de modération de X en question

Par Inès Hadi



Après des études d'économie, Inès obtient un double Master en Communication Politique et Institutionnelle de l'Université de Grenoble Alpes et de Sciences Po Grenoble. Au cours de son parcours, elle se spécialise en stratégie d'influence, communication de crise, communication digitale et relations presse.

de modération, au nom de l'intérêt général et du bien commun. L'évolution des débats s'est manifestée dans une série d'événements récents, mettant en lumière les enjeux de la modération en ligne et de la responsabilité des plateformes. Les questions de désinformation, de propagation de contenus nuisibles et d'impact sur la société dans son ensemble sont devenues plus pressantes que jamais.

L'ultimatum de cet été n'aura pas été entendu. Ce 16 octobre 2023, l'Australie a infligé une amende de 385 000 dollars à X (ex-Twitter) pour des lacunes dans sa modération des contenus liés aux agressions sexuelles sur mineurs. Cette sanction a suscité des interrogations essentielles quant à la manière dont les grandes plateformes gèrent ces défis, remettant en question la prétendue totale liberté d'expression en ligne prônée et défendue par ces plateformes.

La transformation de Twitter

Elon Musk l'avait promis dès son acquisition de la plateforme : moins de modération pour plus de liberté d'expression sur son réseau social. En licenciant plus de 80 % de son personnel, dont de nombreux modérateurs chargés de repérer et de supprimer les contenus problématiques, il est passé de la parole à l'acte. Si preuve supplémentaire il fallait de cette ambition, la commissaire d'ESafety, Julie Inman Grant, à l'origine de l'amende en Australie, et elle-même ancienne employée de feu Twitter, a déploré des discussions qui sonnaient « creux » avec X au sujet de la modération.

Alors que les recherches démontrant la responsabilité des algorithmes sur la propagation et la visibilité des contenus toxiques se multiplient, la neutralité des réseaux sociaux est remise en cause. Les algorithmes ne recherchent pas la fiabilité d'une information mais sa viralité, et en ça, contribuent à la propagation de la désinformation et à la polarisation, sapant ainsi la qualité et l'intégrité des échanges en ligne.

Un sujet de taille quand on sait que désormais 71% des jeunes s'informent exclusivement sur les réseaux sociaux. Un taux élevé qui touche également les autres générations en période de crise (géopolitique, nationale, sanitaire, etc.).

La responsabilité des algorithmes, un débat ancien

L'avènement du web participatif a engendré des débats passionnés sur la nécessité d'ouvrir les algorithmes qui rendent Internet accessible à tous. Cette question cruciale concerne non seulement la manière dont les moteurs de recherche opèrent, mais aussi le fonctionnement des médias sociaux. Pendant longtemps, les géants du web se sont retranchés derrière leur statut d'hébergeurs, déclinant toute responsabilité éditoriale. Cependant, la perception a évolué et les attentes en matière de transparence et de responsabilité se sont renforcées. Désormais, ces plateformes sont sous pression pour divulguer davantage d'informations sur leurs algorithmes et leurs politiques



Des actions menées en Europe et en France

Il est indéniable que cette action et victoire juridique de l'Australie a mis en lumière l'incapacité des géants du numérique, comme X et Meta, à contrôler efficacement le contenu sur leurs plateformes. Dans ce contexte, la Commission Européenne a ouvert des enquêtes sur les principaux réseaux sociaux, X, Meta et TikTok pour obtenir



des informations sur les mesures qu'ils mettent en place pour lutter contre la diffusion de fausses informations et de contenus illégaux.

En France, les voix s'élèvent également pour dénoncer le manque de modération sur X. Un collectif de journalistes, mené par les spécialistes de la lutte contre la désinformation Tristan Mendès France et Julien Plain, appelle à la grève du tweet ce vendredi, une opération baptisée «No Twitter Day» pour dénoncer le manque de modération sur X. La date n'est pas choisie par hasard, ce 27 octobre marque justement les 1 ans du rachat de la plateforme par Elon Musk.

cette initiative n'est en rien anecdotique. Néanmoins, enterrer X serait prématuré. Après tout, l'annonce, le soutien et le relai de cette grève ont principalement trouvé un écho sur... X. Avec plus de 21 mille mentions du hashtag en 2 jours et 3 fois plus d'engagements, l'opération de communication est réussie. Mais aurait-elle eu autant d'impact sans le réseau social ? La question reste ouverte ●



Quand on sait combien l'ancien Twitter était devenu un outil indispensable aux journalistes pour la collecte d'informations et de témoignages,

À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.